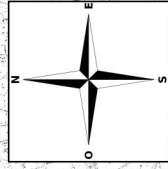
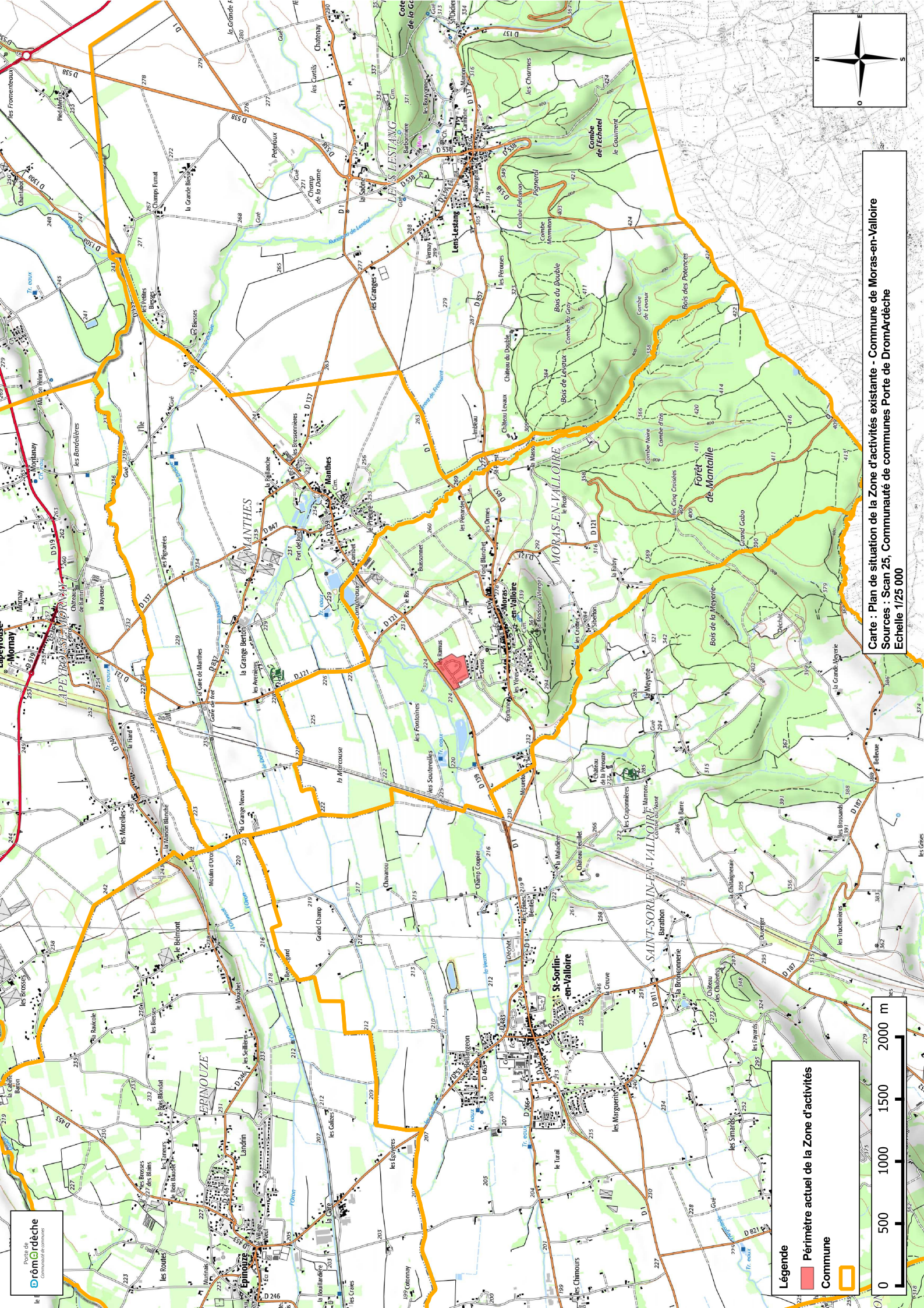


ANNEXE 2

Carte plan de situation



Carte : Plan de situation de la Zone d'activités existante - Commune de Moras-en-Valloire
Sources : Scan 25, Communauté de communes Porte de DromArdèche
Echelle 1/25 000

Légende

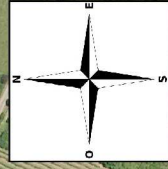
Périmètre actuel de la Zone d'activités

Commune



ANNEXE 3

Carte d'implantation du projet et prise de vue



Carte : Zone d'activités existante et extension - Commune de Moras-en-Valloire
 Sources : BD Ortho, Communauté de communes Porte de Drom-Ardèche
 Echelle 1/4 000

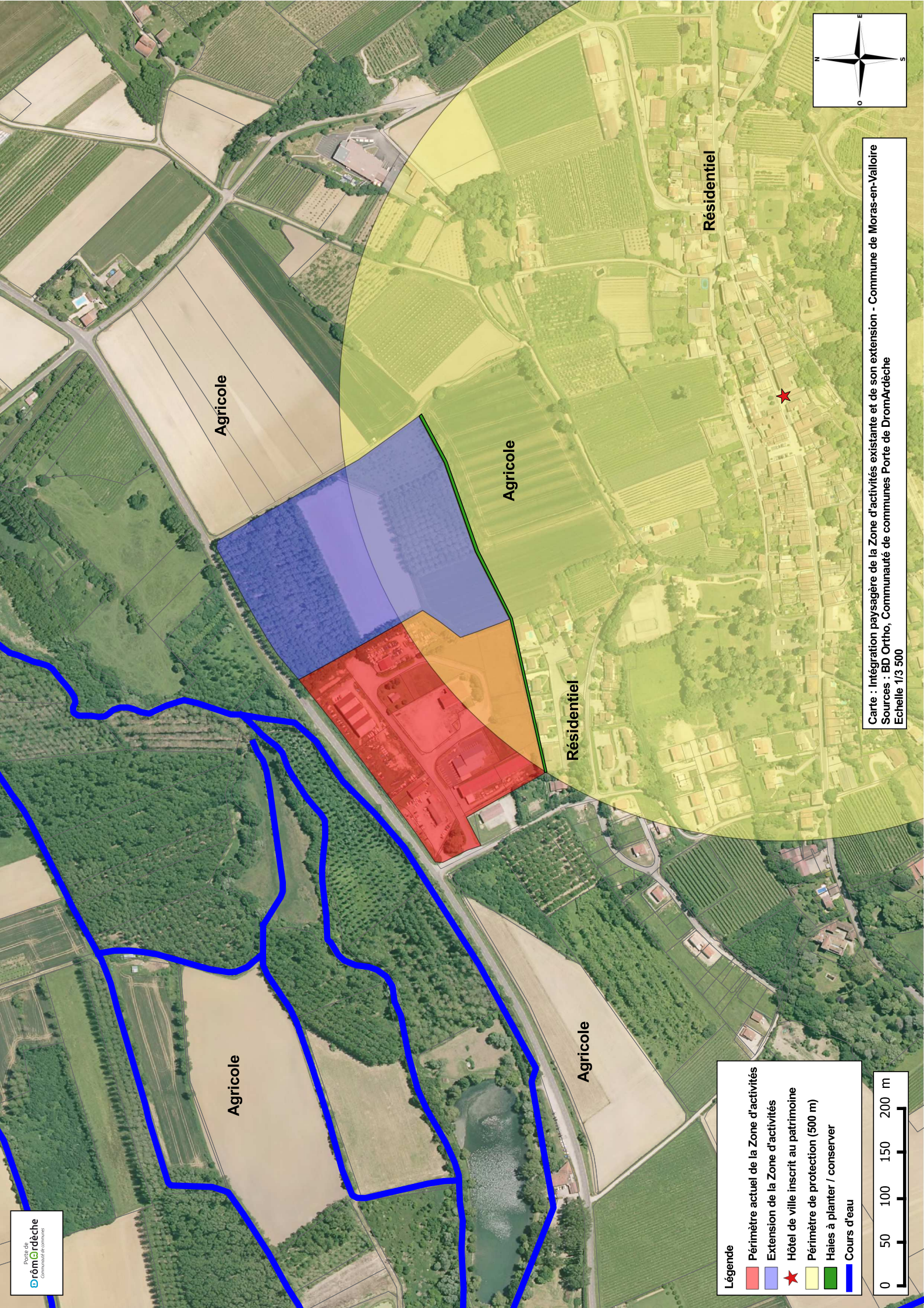
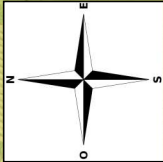
Légende

- Périmètre actuel de la Zone d'activités
- Extension de la Zone d'activités
- Cours d'eau
- Commune



ANNEXE 4

Carte d'intégration paysagère Orientation d'Aménagement et de Programmation (extrait du PLU)



Agricole

Agricole

Résidentiel

Résidentiel

Agricole

Agricole

Légende

- Périmètre actuel de la Zone d'activités
- Extension de la Zone d'activités
- Hôtel de ville inscrit au patrimoine
- Périmètre de protection (500 m)
- Hales à planter / conserver
- Cours d'eau



Carte : Intégration paysagère de la Zone d'activités existante et de son extension - Commune de Moras-en-Valloire
Sources : BD Ortho, Communauté de communes Porte de DromArdèche
Echelle 1/3 500

Orientation d'aménagement et de programmation

Zone AUai

n° 4

Les accès à la zone se feront par l'Ouest depuis la zone UI et par l'Est depuis le chemin rural 12 dit Profond. Les nouveaux accès directs sur la RD 139 sont interdits.

Pour affirmer les façades bâties qui s'imposeront aux perceptions le long de la RD 139 et du chemin rural 12, les deux fronts bâtis prendront valeur de « vitrines ». L'édification des constructions principales sur des lignes d'implantation en retrait par rapport à l'alignement de la RD 139 et du chemin rural 12 permettra la création d'espaces verts « jardinés ». Les peupliers doivent donc être supprimés et la haie le long du chemin rural 12 maintenue seulement en partie pour permettre l'effet « vitrine » recherché. Ces espaces verts, notamment le long de la RD 139, peuvent contribuer à la gestion des eaux pluviales (recueil, temporisation, infiltration dans des bassins enherbés...). L'écoulement des eaux le long du chemin rural 12 doit être maintenu (rigoles, noues enherbées...).

Pour intégrer les nouveaux volumes, doivent être plantées :

- Au Sud de la ligne d'implantation en retrait par rapport à l'alignement de la RD 139, des haies d'orientation générale perpendiculaire à cette ligne ;
- Sur le reste de la zone, des haies perceptibles depuis le village le long des limites séparatives ou des voies.

Ces haies doivent être implantées de manière souple en fonction des aménagements de terrains liés aux besoins fonciers des activités. Elles doivent être constituées d'essences locales variées.

La haie existante en limite Sud de la zone AUai doit être conservée (elle est protégée au titre de l'article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme) et une nouvelle haie doit être créée dans sa continuité Ouest dans un double objectif :

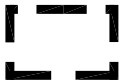


- Favoriser une meilleure intégration paysagère des futures constructions depuis le village ;
- Créer un espace tampon entre les activités et les habitations proches du quartier des Ramus.

Pour assurer un aspect esthétique à ces deux « vitrines », les aires de stockage ou de stationnement sont interdites dans les marges de recul de la RD 139 et du chemin rural 12. Toutefois, y sont admis des espaces promotionnels (présentation des produits, matériel...).

Enfin, il convient de limiter l'imperméabilisation des sols et de privilégier l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de chaque activité.

4 Zone AUai



-  Limite de la zone AUai
-  Accès
-  Ligne d'implantation

-  Espace vert "jardiné"
-  Ecoulement des eaux
-  Haie à conserver
-  Haie à créer



Echelle : 1/2000°

ANNEXE 5

Prise en compte de l'environnement (extrait du PLU)

5. Prise en compte de l'environnement

Espaces agricoles

L'activité agricole est primordiale dans l'entretien de l'espace et celle de Moras en Valloire. Elle bénéficie notamment des terrains à bonne valeur agronomique de la plaine, grand ensemble agricole préservé, et du co-teau.

La majeure partie de ces espaces sont ainsi préservés en zone A (le village n'est étendu ni vers ni vers le nord nord-est pour préserver les poiriers d'exploitations agricoles pérennes) dans laquelle ne sont admises, sauf exceptions telles que les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics compatibles, que les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole. Pour tenir compte des habitations déjà implantées dans la zone, est prévu le secteur Ah permettant seulement leur évolution limitée.

Les bâtiments agricoles situés en dehors du village sont également classés en zone A. Ceux situés dans celui-ci sont intégrés à la zone UB qui permet leur développement (seules y sont interdites les constructions à usage de nouvelles exploitations agricoles).

La principale extension de l'urbanisation sur des terrains agricoles concerne l'extension de la zone d'activités intercommunale du Val d'Or (zone AUai), qui s'étend sur 5,2 hectare. Celle-ci n'aura pas d'impact majeur sur l'activité agricole, compte tenu :

- que malgré le bon potentiel agronomique des terrains concernés pour les cultures de maïs et autres oléagineux, leur nature humide et argileuse réduit l'éventail des cultures adaptées, peut compliquer par moment les conditions d'exploitation agricole, et fait que la populiculture est souvent amenée à y concurrencer l'agriculture ;
- que d'ailleurs, la zone ne comporte aucun verger et que, sur les 5,2 hectares concernés, 3,1 sont actuellement plantés en peupliers ;
- que ces 5,2 hectares sont exploités par 5 exploitants différents, de sorte que, si le préjudice est réel pour certains, on peut considérer qu'aucune exploitation agricole n'est gravement déséquilibrée.

Biodiversité

Le projet assure la préservation des réservoirs et corridors écologiques :

- L'ensemble humide au nord de la RD 139, qui présente une richesse faunistique et avifaunistique avérée, est protégé :
 - Le site des Fontaines, identifié comme prioritaire dans l'étude d'inventaire et de caractérisation des zones humides et plans d'eau menée par la communauté de communes, fait l'objet du secteur Ns assurant une stricte protection ;
 - Le reste du site est classé en zone N dont le règlement assure la protection ;
 - Les masses boisées et les haies, dont la ripisylve, sont protégées au titre de

l'article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme avec des prescriptions spécifiques ;

- Les milieux humides des cours d'eau sont également protégés :
 - Leurs lits et abords sont classés en zone N. Lorsqu'ils s'écoulent sur des terrains agricoles, cette zone N recouvre une emprise s'étendant de part et d'autre du lit au minimum sur 10 mètres pour les vallons peu marqués, tels que celui du Buissonnet, et 50 mètres pour la Veuverière et le Combet. Elle est localement élargie pour tenir compte des boisements existants et du

relief ;

- Leur ripisylve et ces boisements sont protégés au titre de l'article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme ;
- La colline de la Madone et le secteur boisé situé dans sa continuité Ouest qui relie le vallon de la Veuverière sont classés en zone N, avec protection des boisements au titre de l'article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme ;
- La forêt de Mantaille, identifiée par la ZNIEFF de type 2 et identifiée dans le SCOT, est classée en zone N et le site recouvert par la ZNIEFF de type 1 « Lisière orientale de la Forêt de Mantaille », à l'exception du secteur NL, est particulièrement protégé par son classement en Ns ;
- Le secteur NL concerne le projet d'hébergement touristique porté par la SCI L'Echappée Verte qui permettra d'allier l'écologie, par la réalisation d'un éco-site, en privilégiant le caractère environnemental (provenance des matériaux, respect de la flore et la faune...), l'économie et le social. Il fait l'objet d'un règlement strict limitant fortement les occupations et utilisations du sol autorisées ;
- Les quelques haies et bosquets isolés de la plaine et du coteau, qui contribuent à la trame verte, sont également protégés au titre de l'article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme.

Dans le village (hormis dans la zone UA très dense et la zone UL qui recouvre le parc communal) et la zone d'activités du Val d'Or, les articles 13 fixent des exigences en es-

paces libres communs pour les opérations d'aménagement d'ensemble, qui doivent comporter au moins 10 % d'espaces verts, non compris les aires de stationnement et la voirie, pour favoriser la biodiversité (ils constitueront des relais pour les êtres vivants qui traversent ces secteurs anthropisés).

Dans le village (hormis dans les zones UA et UL), les surfaces imperméabilisées ne doivent pas dépasser 50 % de la superficie du terrain pour limiter le ruissellement des eaux et de permettre leur infiltration. Dans la zone du Val d'Or, des principes relatifs à la gestion des eaux pluviales sont inscrits dans les orientations d'aménagement et de programmation et dans le cahier de prescriptions architecturales, urbanistiques et paysagères.

Les plantations d'arbres et de haies doivent être réalisées uniquement avec des essences locales vives et variées, ce qui favorise également la biodiversité.

Enfin, la zone d'extension de la zone du Val d'Or (zone AUai) ne participe ni à un réservoir de biodiversité ni à un corridor écologique. Son urbanisation n'aura donc pas d'incidence notable sur le réseau des continuités écologiques. Est particulièrement à noter que la communauté de communes Rhône Valloire a demandé en novembre 2013 au bureau d'études TERE0 de préciser la délimitation de la proche zone humide du site des Fontaines, ce qui a fait l'objet d'une note concluant que : « *Pour la Communauté de Communes Rhône Valloire, il y a aujourd'hui trop d'incertitudes pour justifier la zone humide au sud de la route départementale.* »

Paysages

Les éléments sensibles identifiés dans le diagnostic paysager sont pris en compte :

- La colline de la Madone, les vallons des cours d'eau et les quelques bosquets et haies bocagères sont préservés, comme cela est précisé ci-dessus ;
- La ceinture « verte » qui entoure le village étendu, constituée des terrains agricoles à l'Est, de la colline de la Madone et des boisements à l'Ouest de celle-ci, qui marque ses limites et affirme son caractère, est préservée par son classement en zones A et N et la protection des boisements au titre de l'article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme ;

- Le cône de vue sur la plaine depuis le centre village, notamment depuis la place Justin Achard, sera maintenu grâce :
 - au classement en zone en A des terrains non bâtis au nord de la place des Terreaux, en contrebas de la place Justin Achard et de la rue principale ;
 - au classement en secteur UBh, qui interdit la construction de bâtiments de plus d'un niveau, des terrains longeant la rue des Terreaux, côté Nord (hormis ceux non bâtis au nord de la place des Terreaux qui sont classés en zone A) ;
- Les coupures paysagères entre le village, Moureton, Siberton et la Fabry sont main-

tenues.

En cohérence, le village n'est étendu :

- Ni vers le sud sur les coteaux de la colline de la Madone ;
- Ni vers l'est, après les dernières constructions des Ormes, qui constituent sa limite ;
- Ni vers l'ouest, pour maintenir la coupure paysagère entre le village et Moureton.

Le traitement de la zone d'extension de la zone du Val d'Or (zone AUai) prend en compte le paysage. La zone existante et son secteur d'extension ont en effet fait l'objet d'une étude spécifique, menée dans le cadre du PLU et pilotée par la communauté de communes Rhône Valloire, notamment afin de prévoir des mesures d'insertion paysagère pour la zone AUai, en partie traduites dans le zonage, le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation :

- Valorisation des fronts bâtis qui s'imposent aux perceptions le long de la RD 139 et du chemin rural 12 dit Profond qui pren-

dront ainsi valeur de « vitrines » (en recul de 20 mètres par rapport à la RD 139) ;

- Création d'espaces verts « jardinés » dans les marges de reculs ;
- Plantation de haies d'orientation générale perpendiculaire à la RD 139 et de haies perceptibles depuis le village le long des limites séparatives ou des voies ;
- Protection et prolongement de la haie existante en limite Sud de la zone pour favoriser une meilleure intégration paysagère des futures constructions depuis le village...

La communauté de communes Rhône Valloire a en outre confié au groupement CEAU-Agence Racines-Elan une étude de faisabilité pour l'extension et la requalification de la zone du Val d'Or. Cette étude, qui prévoit l'implantation des masses bâties, traite notamment de la trame paysagère. Elle a abouti à un cahier de prescriptions architecturales, urbanistiques et paysagères.

Patrimoine

Les édifices remarquables jugés dignes d'intérêt identifiés dans l'état initial de l'environnement, qui disposent de plaques signalétiques et sont repérés dans le cadre des « Chemins de l'Arborescence », sont repérés sur le plan de zonage et numérotés de 1 à 10. L'article 7 des dispositions générales du règlement précise que les travaux exécutés doivent être conçus en évitant toute dénaturation des caractéristiques leur conférant leur intérêt.

En complément, des règles sont définies, notamment dans le centre ancien de village, pour que les nouvelles constructions s'insèrent dans leur environnement et que l'identité

locale soit ainsi préservée. Elles ont été étudiées en collaboration avec l'architecte-conseil de la communauté de communes Rhône Valloire et l'Architecte des Bâtiments de France. Sont toutefois prévues des dispositions assouplies pour permettre les constructions d'architecture moderne ou bioclimatique.

Le plan local d'urbanisme protège les boisements sensibles, qui font partie du patrimoine local, notamment l'arbre de la Liberté, marronnier symbole de la Révolution, au titre de l'article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme.

Qualité de l'air et de l'eau

Qualité de l'air

Le surcroît de circulation automobile induit par l'augmentation du nombre de logements et l'accroissement de l'activité économique, notamment au sein de la zone intercommunale du Val d'Or, va générer une source de

pollution supplémentaire qui participera à la dégradation de la qualité de l'air ambiant. Ce phénomène se trouve amplifié par la forte proportion de ménages possédant deux voitures ou plus. Ces extensions de l'urbanisa-

tion vont également contribuer à l'augmentation des émissions des systèmes de chauffage.

L'intégration de la qualité environnementale des bâtiments, encouragée par la Municipalité, comme cela figure dans le projet d'aménagement et de développement durables, et inscrite dans le cahier de prescriptions architecturales, urbanistiques et paysagères de la zone du Val d'Or, permettent d'envisager une réduction de la pollution de l'air.

La gestion du stationnement (aires aménagées par la Municipalité et exigences chiffrées imposées dans le PLU pour les futurs logements) et l'optimisation des déplacements dans le village, grâce aux principes

prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation des zones AUa, peut également contribuer à la diminution des émissions atmosphériques induites par le trafic.

La Municipalité aménage un maillage global qui permettra de relier la rue principale, le parc communal, les équipements situés Terreaux et le quartier des Ramus. Elle veut en effet poursuivre l'aménagement des liaisons modes doux sécurisées et accessibles aux personnes à mobilité réduite, qui assureront des fonctions de liaisons inter-quartiers, de promenade et de desserte des différentes polarités de la commune. Ces cheminements, qu'elle souhaite confortables, favorisent les déplacements alternatifs à la voiture.

Qualité de l'eau

Le territoire n'est pas concerné par des captages, l'eau provenant de la zone de captage de l'Île.

Les objectifs du Plan Local d'Urbanisme qui correspond à une extension maîtrisée des besoins d'eau sont donc compatibles avec cet impératif.

Depuis l'élaboration du zonage d'assainissement, la Municipalité a engagé, avec le bureau d'études ARTIGEO, les travaux nécessaires afin de résorber les « points noirs » identifiés par celui-ci, comme cela est détaillé dans le mémoire des annexes sanitaires (pièce 5.4). Le développement prévu est donc compatible avec les capacités de la lagune.

Dans le cadre de l'étude du zonage d'assainissement, le raccordement du quartier des Ormes, où se situe le secteur Aa destiné au développement du village au-delà de l'ho-

rizon du PLU, n'a pas été retenu pour des raisons technico-économiques.

Toutefois, dans un courrier du 26 février 2010 adressé à Monsieur le Maire, la SA-FEGE précise que, « *contenu de la densité de l'urbanisation prévue sur ce secteur, la taille moyenne des parcelles serait de 680 m², superficie qui reste acceptable pour la mise en œuvre de filières d'assainissement autonome. Aucun sondage et test d'infiltration n'a été réalisé sur ce secteur mais des investigations de terrain ont mis en évidence la présence d'exutoires (fossé, cours d'eau) en cas de mise en place de filières drainées.* ».

Enfin, le plan local d'urbanisme ne prévoit pas de possibilités de nouvelles constructions ou d'extensions de construction à proximité des lits des cours d'eau, qui sont protégés par leur classement en zone N.

Risques, nuisances, sols pollués

Risques naturels

La Municipalité a confié à la société Alp'Géorisques la traduction réglementaire de la carte des aléas, qui a consisté à exploiter la carte communale des aléas afin d'établir pour chaque type de phénomènes, et en fonction des enjeux urbanistiques des terrains concernés, des prescriptions d'urbanisme,

des mesures de protection individuelles (prescriptions et recommandations) et des mesures de protection collectives (recommandations).

Comme le stipule la société Alp'Géorisques, seules les prescriptions pouvant être intégrés dans le PLU ont été transcrits dans

le zonage et le règlement. En effet, les recommandations et l'obligation de réaliser une étude géologique spécifique ne peuvent pas figurer dans un règlement de PLU. Ainsi :

- Le plan de zonage identifie par un tramage spécifique les secteurs concernés par les aléas, qui recouvrent l'ensemble de la commune. Comme cela figure dans la légende du plan de zonage, cette trame renvoie aux « *zones concernées par la carte d'aptitude à la construction 3.2 et la carte des aléas 3.3 (ensemble de la commune)* ».
- La carte d'aptitude à la construction élaborée par la société Alp'Géorisques constitue, en l'état, la pièce n° 3.2 du PLU. Elle délimite 18 zones correspondantes aux zones d'aléas ;
- La carte des aléas également élaborée par la société Alp'Géorisques constitue, en l'état, la pièce n° 3.3 du PLU, car certaines prescriptions du règlement sont adaptées

à la nature des différents aléas et font donc référence à cette carte ;

- Les prescriptions définies par la société Alp'Géorisques sont transcrites dans le règlement. Elles font l'objet du « *Titre VI - Prescriptions en zones d'aléas* ». Ainsi, ce titre comprend l'ensemble des prescriptions applicables dans les 18 zones définies sur la carte d'aptitude à la construction (pièce 3.2), qui comprennent quelques dispositions adaptées à la nature des différents aléas localisés sur la carte des aléas (pièce 3.3) ;
- Les zones U, AUa, A et N sont concernées. Il est donc spécifié dans chacune : « *Les dispositions réglementaires ci-dessous s'appliquent sous réserve du respect des prescriptions du titre VI du présent règlement relatives aux différentes zones localisées dans la carte d'aptitude à la construction 3.2 et dans la carte des aléas 3.3* ».

Risques technologiques

Les quatre canalisations de transport de matières dangereuses (canalisation de propylène, pipeline Sud-Européen SPSE, oléoduc de Défense Commune ODC1 et gazoduc GRT Gaz) sont portées sur le plan de zonage et le plan des servitudes d'utilité publique

Le plan de zonage identifie par un tramage spécifique les secteurs délimités comportant

des risques technologiques, qui correspondent aux zones de dangers graves et très graves pour la vie humaine.

Les dispositions réglementaires spécifiques concernant ces deux zones de dangers figurent à l'article 6 des dispositions générales du règlement.

Nuisances

Elles concernent la ligne TGV Sud Méditerranée, classée au titre de la loi relative à la lutte contre le bruit, qui traverse la pointe Nord-Ouest de la commune.

L'arrêté préfectoral du 2 mars 1999 et la zone d'isolement acoustique sont annexés au

dossier (pièce 5.6). Cette zone est également reportée sur le plan de zonage. Elle ne recouvre qu'une habitation en bordure de la RD 1 et n'a donc pas de conséquence notable sur la commune

Sols pollués

Aucun site sur la commune n'est identifié dans la base de données BASOL sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués.

Lutte contre l'étalement urbain

Le plan local d'urbanisme permet de réduire la consommation de l'espace et l'étalement urbain :

- Le zonage localise les secteurs de développement uniquement au village, en limitant nettement les extensions de l'enveloppe bâtie :
 - Ceux prévus d'ici 2030, classés en zone AUa sont inscrits dans l'enveloppe bâtie du village ;
 - Ceux prévus à plus long terme, au-delà de l'horizon du PLU, classés en Aa, permettront un développement en épaisseur économe d'espace ;
- Le règlement des zones à vocation principale d'habitat (UA, UB et AUa) et de la zone d'activités du Val d'Or (UI et AUai) favorise la densification de l'urbanisation :
 - Les articles 6 permettent les constructions à l'alignement des voies ;
 - Les articles 7 permettent les constructions en limites séparatives ;
 - Les articles 8, n'étant pas réglementés, n'imposent pas de distance entre les constructions édifiées sur une même propriété ;
 - Les articles 5 et 9, n'étant pas réglementés, n'imposent pas de superficie minimale de terrain ni d'emprise au sol maximale ;
 - Les articles 14 des zones UA, UI et AUai ne sont pas réglementés et ceux des zones UB et AUa fixent un coefficient d'occupation du sol de 0,40, compatible avec la réalisation de petits collectifs et d'individuels groupés, pour que les nouvelles constructions s'intègrent dans l'environnement bâti existant tout

en économisant l'espace.

- Les orientations d'aménagement et de programmation imposent :
 - 75 % au minimum de petits collectifs dans la partie Nord de la zone AUa « Le Haut des Ramus » et 75 % au minimum de logements individuels groupés dans sa partie Sud ;
 - 75 % au minimum de logements individuels groupés dans la zone AUa « Les Terrasses de Moras ».

Enfin, les zones NA de Siberton et de la Fabry sont supprimées.

La densité globale du PLU est de 19 logements par hectare. La densité de la zone AUa est de 21 logements par hectare, ce qui est légèrement supérieur à la densité minimale fixée par le SCOT, de 20 logements par hectare. Cette densité est donc compatible avec le SCOT.

Le PLU assure ainsi une importante majoration de la densification par rapport à la période 2000-2012, caractérisée par une densité moyenne inférieure à 10 logements par hectare, dans une logique de modération de la consommation d'espace. Il permet de respecter l'objectif retenu par la Municipalité, soit une réduction de 50 % par rapport à la période 2000-2012.

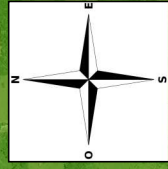
Sur cette période, 54 logements ont consommé 59 350 m² d'espaces naturels, agricoles et forestiers, soit une moyenne de 0,46 ha/an. Sur la période du PLU, 2014-2030, 97 logements en consommeront 52 000 m², soit 0,33 ha/an, ce qui correspond à une réduction de plus de 25 %.

Toutes ces dispositions permettent d'assurer la compatibilité avec les orientations du SCOT, du SDAGE et du SAGE.

Le plan local d'urbanisme n'a ainsi pas d'effets directs ou indirects sur les enjeux environnementaux.

ANNEXE 6

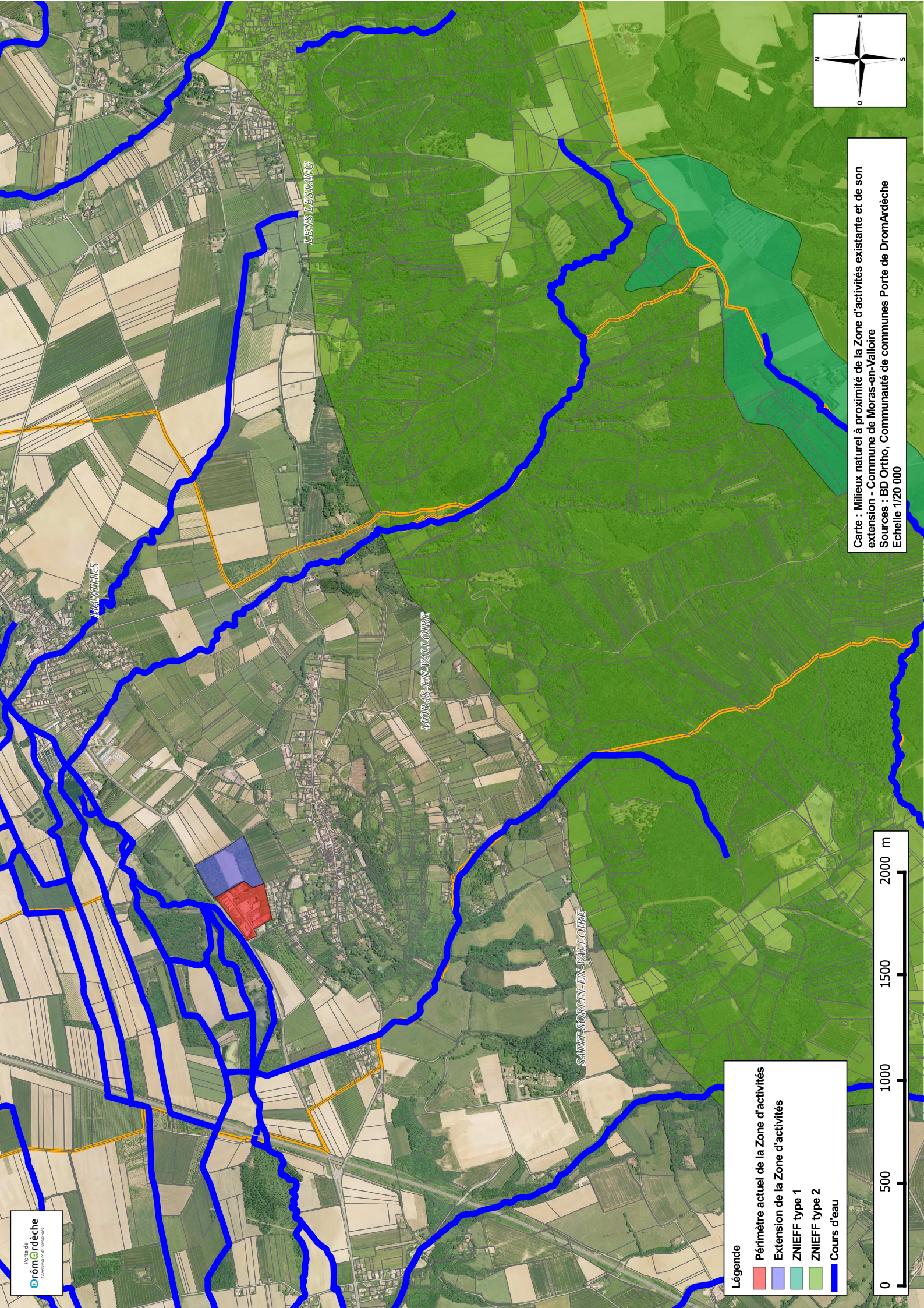
Carte des milieux naturels et ZNIEFF Rapport de présentation (extrait du PLU)



Carte : Milieux naturels à proximité de la Zone d'activités existante et de son extension - Commune de Moras-en-Valloire
Sources : BD Ortho, Communauté de communes Porte de DromArdèche
Echelle 1/20 000

Légende

- Périmètre actuel de la Zone d'activités
- Extension de la Zone d'activités
- ZNIEFF type 1
- ZNIEFF type 2
- Cours d'eau



2.1.4. Biodiversité

SCOT des Rives du Rhône

PRESCRIPTIONS

La qualité des transitions entre secteurs bâtis et non bâtis (interface « espaces bâtis / espaces ouverts ») doit faire l'objet d'une attention particulière dans les documents d'urbanisme.

Ces derniers doivent traiter de la question des franges urbaines et des limites à l'urbanisation au regard du contexte géographique de chaque commune, des structures paysagères, du fonctionnement de l'activité agricole et préciser leur matérialisation sur la base d'éléments paysagers existants ou à créer.

PRESCRIPTIONS

Les documents d'urbanisme locaux apportent des garanties en termes de règles architecturales pour que les nouvelles constructions respectent la morphologie traditionnelle du bâti et s'insèrent paysagèrement (ligne de faitage, implantation...). Ces règles sont définies pour tous types de constructions possibles sur la commune (logements, bâtiments agricoles ou industriels, équipements publics).

L'implantation du bâti doit s'appuyer sur les spécificités de la topographie et ne pas créer de rupture avec le terrain naturel, privilégiant ainsi les constructions en déblai plutôt qu'en remblai.

2.1.4.1. Trame bleue

SDAGE Rhône Méditerranée

Dans le cadre d'un PLU, les orientations fondamentales du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2010- 2015 les plus directement concernées sont :

- L'orientation fondamentale 5 - lutte contre la pollution et plus particulièrement l'orientation fondamentale 5-A - poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
- L'orientation fondamentale 6 - restauration physique des milieux et plus particulièrement l'orientation fondamentale 6-B - prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides.

SAGE Bièvre Liers Valloire

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Bièvre Liers Valloire concerne la nappe souterraine de Bièvre Liers Valloire qui s'écoule d'est en ouest et est en relation étroite avec le réseau hydrographique superficiel des bassins versants du Rival-Oron-Veuzes-Collières, du Dolon et du Bancel jusqu'à leur confluence avec le Rhône.

Cette ressource en eau est largement exploitée pour les besoins de l'alimentation en eau potable, de l'agriculture, des piscicultures et des industries mais présente des déséquilibres quantitatifs (baisse des débits des sources, assec des cours d'eau...). Elle est également très vulnérable vis-à-vis des diverses pollutions. Par ailleurs, le bassin versant de Bièvre Liers Valloire est soumis à des problèmes d'inondations et possède des cours d'eau pollués et en mauvais état physique. De plus, sur les 150 zones humides dénombrées sur le bassin versant, seulement 4 font l'objet d'un plan de gestion. Les thèmes majeurs sur le territoire sont donc : la restauration de la qualité des eaux, la préservation de la ressource en eau potable, l'amélioration de la gestion quantitative, la préservation des zones humides, la mise en place d'une gestion de l'eau collective.

Sont notamment concernés sur Moras en Valloire : les cours d'eau et les zones humides, présentées plus loin.

Suite à la construction d'un scénario d'évolution tendanciel puis à l'élaboration de scénarii contrastés, le choix de la stratégie du SAGE se déroulera pour l'année 2014.

Les cours d'eau

L'eau est une source de vie non seulement pour les poissons et les amphibiens qui vivent dans les rivières, mais aussi pour bien d'autres animaux et plantes des vallées.

L'hydrologie est étroitement liée à la différenciation des deux contextes géologiques de la commune, plaine et coteau, présentés précédemment.

En plaine, on trouve des ruisseaux d'écoulements Est-Ouest, alimentés par des émergences de la nappe en période d'étiage. Ces ruisseaux se ré-infiltrant et seules les fortes crues traversent la basse Valloire. Ces principaux cours d'eau de plaine sont :

- La Veuze. Exclusivement alimentée par la nappe qui lui donne un débit permanent et soutenu, elle prend naissance dans le village de Manthes. Elle présente une physionomie naturelle et remarquable pour le bassin versant : lit sinueux, herbiers aquatiques, frayères, aulnaie-frênaie relativement continue sur les berges malgré de fréquentes coupes à blanc et l'existence de plantations de peupliers. La morphologie encore relativement préservée de ce bief explique l'attrait piscicole du secteur. La ripisylve irrégulièrement entretenue présente sur certains secteurs de nombreux arbres affouillés ou morts. Dès l'amont, la Veuze est divisée en deux bras, Grande Veuze et Petite Veuze à partir desquelles se greffent de nombreux fiefs et canaux d'irrigation, utilisés pour l'irrigation agricole, les loisirs et la pêche ;
- La Meunière et les Collières. Une fois passée la ligne TGV, la Meunière, qui correspond à un bras de la Veuze puis reçoit la Veuverière, prend le nom des Collières. Ce bief est alimenté par les apports réguliers de résurgences de nappe et des apports intermittents des petits cours d'eau venant des versants, comme le Combet ou la Veuverière. Le lit est étroit, son tracé rectiligne et les berges sont irrégulièrement boisées.

Les zones humides

La Communauté de Communes Rhône-Valloire a confié l'étude d'inventaire et de caractérisation des zones humides et plans d'eau de son territoire au bureau d'études Soberco Environnement. A l'issue de l'inventaire préliminaire des zones humides de la

Au niveau des coteaux, en partie Sud de la commune, on rencontre des cours d'eau au régime torrentiel qui s'écoulent vers le réseau hydrographique de la plaine. Il s'agit principalement de :

- La Veuverière, en limite communale Ouest. Ce torrent permanent (mais au débit très faible en été) rejoint les Collières en passant au-dessus de la Veuze par un pont-canal ;
- Le Buissonnet, présent uniquement sur Moras en Valloire, qui présente une ripisylve relativement abondante ;
- Le Combet, en limite communale Est. Ce cours d'eau présente une morphologie naturelle et une ripisylve bien diversifiées sur la partie amont de son cours. L'association de pêche locale utilise d'ailleurs ce tronçon pour faire de la reproduction naturelle (zones de frayères à truites). Le débit de ce torrent est par contre peu soutenu et s'infiltrant même totalement un peu en aval de la RD 1 ;
- Le Bancel, en limite communale Sud. Il prend sa source dans la forêt de Mantaille, où son tracé apparaît en aval du pont de la RD 121. Son lit est sinueux et étroit. En hiver, les zones d'assec alternent avec des zones d'écoulement. Dans les zones en eau, les bryophytes sont abondantes.

D'une manière générale, le long de ces cours d'eau, les peupliers, frênes, aulnes, robiniers et saules forment le cortège traditionnel.

La communauté de commune Rhône-Valloire a établi un plan de gestion des boisements des berges qui concerne l'ensemble de ces cours d'eau.

Il est nécessaire, dans le PLU, de préserver leurs abords et leur ripisylve.

Le passage des engins d'entretien le long de la Veuze, du Combet et de la Veuverière fait l'objet d'une servitude A4, mentionnée dans la liste des servitudes et reportée sur le plan des servitudes.

communauté de communes Rhône-Valloire effectué en 2004 où 66 zones humides ont été recensées et hiérarchisées, seuls quatre secteurs ont été retenus sur des critères d'intérêt écologique. Ce sont des zones particulièrement riches sur le plan écologique, mais

aussi sur le plan fonctionnel, et globalement bien conservées. Ces zones humides comportent des habitats naturels dits d'intérêt communautaire. Par ailleurs, des préconisations générales ont été prescrites sur les autres sites, classés selon leurs caractéristiques (typologie SDAGE).

L'un des quatre sites prioritaires, le site des Fontaines, se trouve sur Moras en Valloire. Cette zone humide est d'un intérêt majeur grâce à la présence de la Veuze, ruisseau phréatique riche en végétation aquatique, et du réseau de biefs et de canaux. Un réseau hydrographique artificiel (biefs) complexe est en effet à l'origine d'une vaste zone humide, aujourd'hui modifiée par les activités humaines (plantations de peupliers, grandes cultures, étang de pêche).

La Communauté de Communes Rhône Valloire a ensuite, en 2012-2013, confié au bureau d'études TERE0 un diagnostic écologique et hydrologique du système aquatique sur le site des sources de Manthes (zone humide de Manthes et Moras), dont la nécessité de préservation exige une meilleure compréhension du fonctionnement du milieu. Ce diagnostic, très complet et volumineux, est consultable auprès de la communauté de communes Porte de DrômArdèche.

Parallèlement à l'étude du PLU, la communauté de communes Rhône Valloire a demandé en novembre 2013 au bureau d'études TERE0 de préciser la délimitation de cette zone humide. Il a établi à cette fin la

carte qui figure ci-dessous et une note synthétique dont voici un extrait :

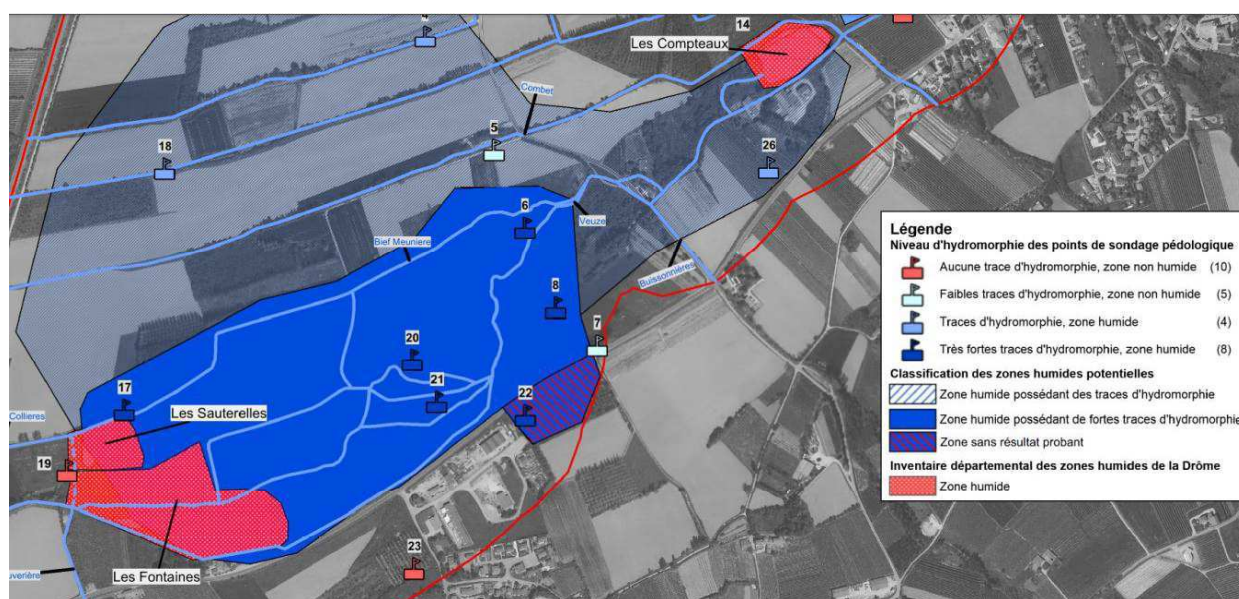
« Les deux approches « pédologique » et « floristique et habitats » ont permis de mettre en évidence que l'approche floristique est plus restrictive que l'approche pédologique. La délimitation des zones humides prend en compte l'un ou l'autre de ces deux critères. Le nombre de sondages disponibles ne permet pas de définir précisément les limites des zones humides identifiées.

Il s'avère ainsi que la zone d'activité actuelle de Moras en Valloire située au sud de la zone d'étude a été intégrée dans l'enveloppe potentielle en reliant les points de sondages 21 et 22. Cette zone d'activité implantée sur des remblais anciens peut être exclue de l'enveloppe potentielle, les critères botaniques ou pédologiques ne pouvant pas être vérifiés.

La peupleraie située à l'est de cette zone d'activité, intégrée elle aussi dans l'enveloppe potentielle de la zone humide ne répond qu'au seul critère pédologique. Le sondage n°22 situé en limite ouest de la peupleraie, en bordure du fossé recueillant les eaux de ruissellement pas temps de pluie est caractéristique d'un sol hydromorphe alors que le sondage n°7 situé en limite est de cette peupleraie ne l'est pas.

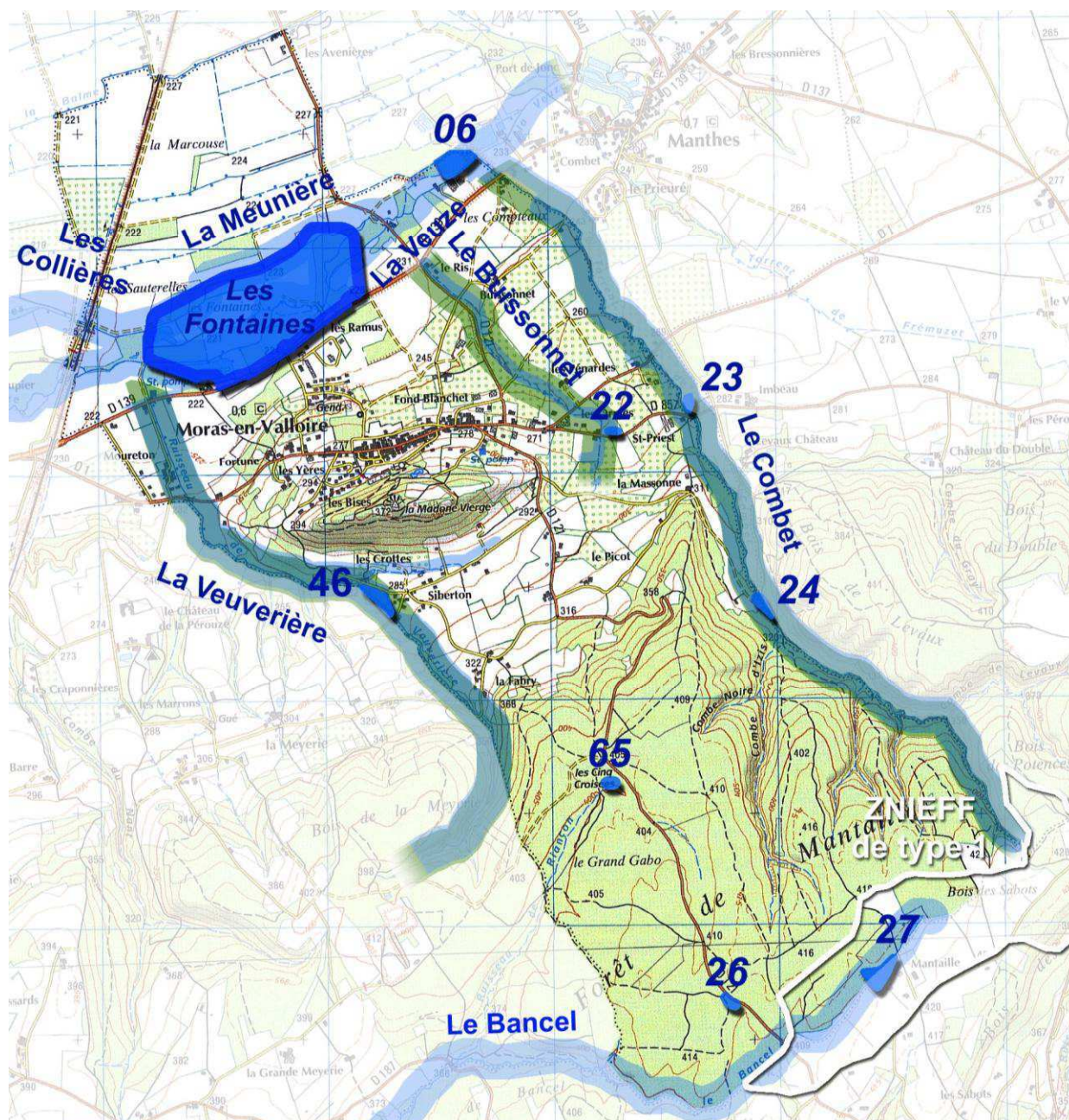
Pour la Communauté de Communes Rhône Valloire, il y a aujourd'hui trop d'incertitudes pour justifier la zone humide au sud de la route départementale. »

Site des Fontaines



Concernant directement le PLU, il est essentiel d'assurer une protection stricte de cette zone humide majeure et de protéger ses boisements existants, notamment la ripisylve. Toutefois, les plantations de peupliers sont des peuplements extrêmement artificiali-

sés, tant sur le plan de la structure que sur le plan génétique. Ils se traduisent par une banalisation et un appauvrissement importants du milieu et constituent une perte en terme de biodiversité. Il n'est donc pas opportun de les préserver.



Autres zones humides

Les autres zones humides suivantes ont été identifiées par le bureau d'études Soberco Environnement :

- Z26 (classe 3 – zones humides d'intérêt local partiellement dégradées) - Forêt de Mantaille. Cette zone humide de forêt, très renfermée, présente un intérêt du point de

- vue du fonctionnement hydrologique (épuration des eaux). Elle constitue aussi une zone potentielle pour la reproduction du sonneur à ventre jaune (amphibien protégé nationalement) ;
- Z24 (classe 3) – Bois de Levoux. La ripisylve est réduite, peu caractéristique, elle

présente donc un faible intérêt écologique. Cette zone humide de taille réduite présente un intérêt moyen sur le plan du fonctionnement hydraulique et hydrologique. Il convient d'éviter les travaux visant à la protection contre les crues pendant la période où les larves de salamandres sont présentes. Une petite mare située à proximité abrite cinq espèces différentes de libellules ;

- Z46 (classe 3) – Siberton. Les fourrés im-pénétrables de cette zone humide présentent un intérêt écologique puisqu'ils constituent des refuges pour la faune. L'intérêt fonctionnel de cette zone est moyen en raison de sa taille réduite ;
- Z27 (classe 4 – zones humides d'intérêt local très dégradées) – Etang de Mantaille. Cet étang privé n'est pas accessible. Il présente un intérêt écologique limité (berges abruptes) mais constitue toutefois une zone potentielle pour la reproduction du sonneur à ventre jaune ;
- Z22 (classe 4) – Les Ormes. Cette mare présente un intérêt hydrologique, hydraulique et écologique limité. De plus, l'eau de

cette zone humide est eutrophe (présence d'algues vertes filamenteuses) ;

- Z65 (classe 4) – Le Grand Gabo. Cette zone humide ponctuelle présente un intérêt écologique réduit en raison de son état de dégradation (assèchement important ayant entraîné la mort de la plupart des saules). Elle constitue toutefois une zone potentielle pour la reproduction du sonneur à ventre jaune. Son intérêt fonctionnel est moyen ;
- Z06 (classe 4) – Les Compteaux. Ce plan d'eau alimenté par la Veuze présente un intérêt écologique faible, il est cependant fréquenté par des oiseaux liés aux milieux aquatiques (foulque, héron). Il constitue un bassin de décantation pour la pisciculture située en amont ;
- Z05 (classe 5 – Zones humides d'intérêt mineur) – Les Sauterelles. Ces bassins de lagunage présentent peu d'intérêt sur le plan écologique et fonctionnel.

Il est nécessaire, dans le PLU, de protéger ces zones humides, notamment leurs boisements sensibles.

Eaux souterraines

D'après la carte de vulnérabilité des eaux souterraines à la pollution réalisée par le B.R.G.M. (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), la zone d'étude se situe principalement au niveau de la nappe Bièvre-Valloire. Cette nappe est productive, importante et sollicitée se développe dans des alluvions modernes et des terrasses du Rhône. Très transmissives, ces alluvions sablo-graveleuses avec galets ne sont pratiquement pas protégées. Une pollution pourrait atteindre la nappe en quelques jours voire même quelques heures et s'y propager rapi-

dement. Cette nappe est donc très vulnérable.

Au Sud de la ligne Moras en Valloire - Beausemblant, une autre nappe, moyennement vulnérable à la pollution, est présente au niveau des formations pliocènes. Lors d'une pollution, une contamination de ces aquifères est peu à craindre, sous réserve d'intervenir dans des délais assez rapides.

Cet aquifère est exploité par forage pour l'alimentation humaine ainsi que pour l'irrigation agricole. Aucun captage n'est toutefois présent sur la commune.

2.1.4.2. Trame verte

La plaine

Ce secteur, entièrement compris dans la série de l'aulne glutineux, ne subsiste pratiquement plus à l'état naturel. En effet, les seuls boisements rencontrés sont des plantations de peupliers et la végétation bordant les cours d'eau. Auparavant dominée par l'aulne

glutineux et le frêne, elle comporte aujourd'hui de plus en plus de robiniers ou de peupliers (noir et blanc). La strate arbustive, assez banale, rassemble le sorbier, l'épine (différentes espèces) le troène, le fusain... Le cortège bas se compose également de

plantes assez communes comme le lunaire vivace, le solidage mais aussi d'onoporde acanthe (proche du chardon), espèces beaucoup plus rares.

La diversité faunistique est variable selon le degré de boisement des zones cultivées :

- dans les zones de champs ouverts, l'avifaune est assez peu diversifiée mais elle comporte plusieurs espèces de rapaces (buse variable, milan noir, busard cendré, busard Saint-Martin) et un cortège d'es-

pèces banales de moindre intérêt (alouette des champs, pie, corneille noire ...) ;

- dans les zones où les cultures alternent avec des boisements, l'avifaune est plus diversifiée car elle s'enrichit de plusieurs espèces liées principalement aux milieux boisés (pinson des arbres, pic vert, faucon crécerelle ...).

La faune des mammifères comprend le lapin, le lièvre, le renard, la musaraigne, le campagnol des champs.

Le coteau

On rencontre principalement des chênes sessiles et pédonculés accompagnés de quelques bouleaux, châtaigniers, trembles, charmes et merisiers. A signaler également la présence très envahissante du robinier. Les arbustes sont plus rares avec seulement le houx commun, le noisetier d'Europe, le cornouiller et le troène. La strate herbacée est tout aussi commune. La colline de la Madone forme un écrin boisé remarquable.

Les haies sont moins répandues dans ce secteur des coteaux que dans la plaine, mais elles revêtent une importance capitale car elles sont situées sur des talus, limitant ainsi les risques d'érosion. Ce sont des arbustes tels l'aubépine et le cornouiller accompagnés de chênes et surtout de robiniers. Sur les zones plus planes et en bordure de chemin,

les haies comportent parfois de très vieux mûriers devenus sauvages.

Le cortège ornithologique de ces boisements comporte des espèces arboricoles telles que geai des chênes, pinson des arbres, mésange bleue, pic vert, pie bavarde, sittelle, verdier (rives de l'Oron), des espèces de strates buissonnantes comme le merle noir, le rouge-gorge, la fauvette à tête noire, le rossignol philomèle, et localement la bouscarle de Cetti lorsque des conditions d'humidité sont remplies et des espèces vivant au sol ou très près de lui (troglodyte).

Parmi les rapaces forestiers présents, citons la buse variable qui utilise ce milieu pour s'abriter et se reproduire, l'épervier, la chouette hulotte dont la présence est supposée.

La forêt de Mantaille

Ce grand massif forestier homogène s'étend sur les communes de Hauterives, Manthes, Moras en Valloire et Saint-Sorlin en Valloire. Généralement traité en taillis, il est composé principalement d'une végétation acidophile de chênes sessiles, châtaigniers et charmes. La présence de landes et d'un étang en partie sud permet une diversification de l'écosystème. Cette forêt est soumise au régime forestier (pièce 5.3 du dossier de PLU).

Concernant l'avifaune, sont présents la bécasse des bois, le busard St-Martin, l'autour et la bondrée nicheurs et le busard cendré. Le massif présente également un grand intérêt pour les reptiles et amphibiens et notamment pour le crapaud sonneur à ventre jaune (espèce protégée). Du côté des mammifères, le chevreuil et le sanglier sont présents, ainsi que le cerf.

Cette forêt fait l'objet de ZNIEFF de types 1 et 2. Une ZNIEFF est un territoire où les scientifiques ont identifié des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. Il existe deux types de ZNIEFF, celle de type 2 qui représente de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés ou offrant des potentialités biologiques importantes, et celle de type 1 qui recouvre des secteurs de superficie en général limitée, définie par la présence d'espèces, d'associations d'espèces et de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional.

La délimitation retenue pour la ZNIEFF de type 2 « Chambaran » correspond à l'originalité du pays de Chambaran résidant dans son substrat géologique, qui n'a pas d'équivalent dans les régions alpines françaises : la glaise à quartzite. Ce zonage de type 2 souligne

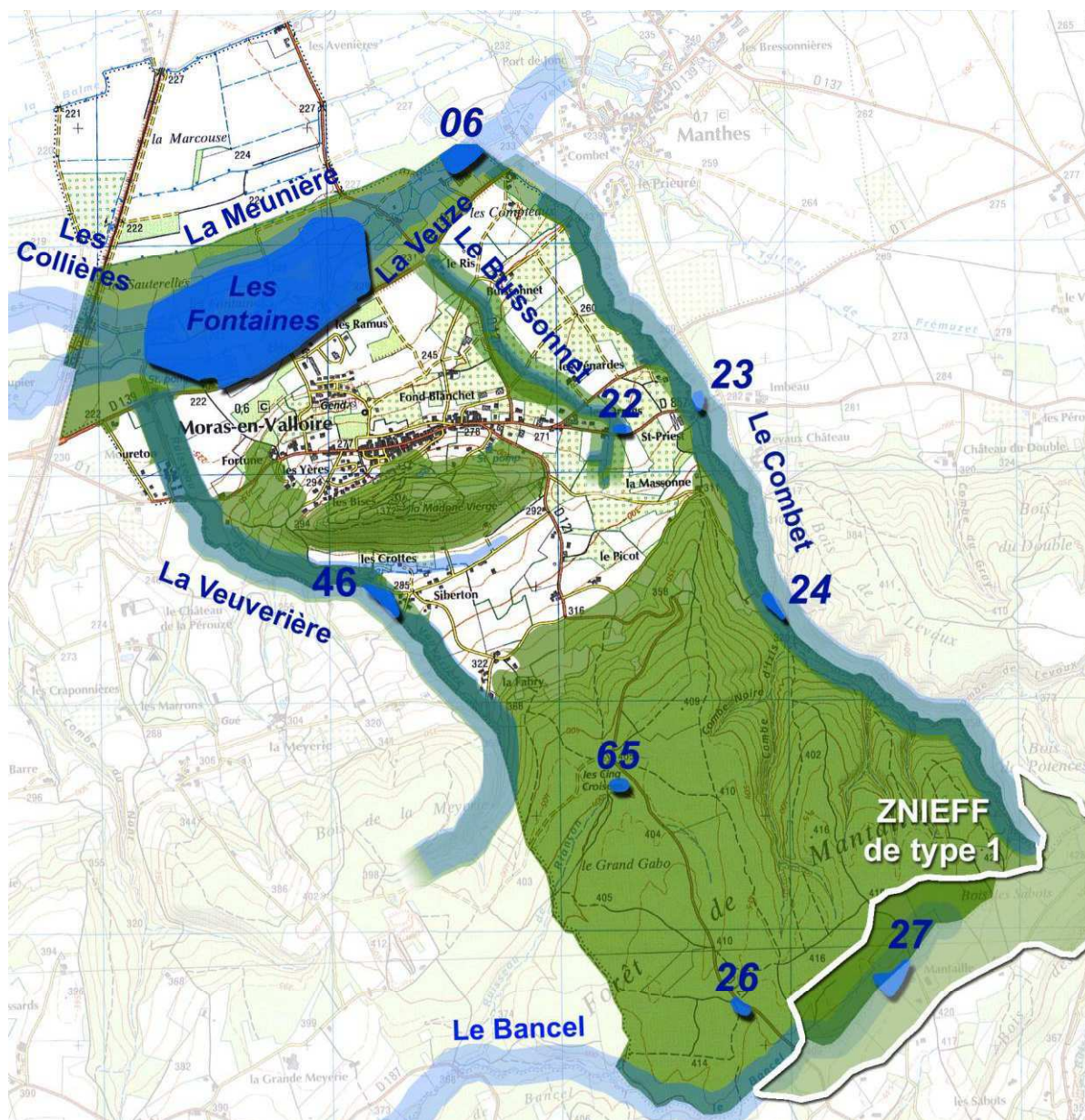
l'identité de cet ensemble au sein duquel plusieurs secteurs, abritant les habitats naturels ou les espèces les plus remarquables (forêts, étangs, ruisseaux...) sont retranscrits par diverses zones de type 1, dont la ZNIEFF « Lisière orientale de la Forêt de Mantaille » qui recouvre l'extrémité Sud de la commune.

Sa fiche indique notamment « Ce site est constitué de landes, et comprend un étang. Le Bruant ortolan, qui niche dans ces landes, indique des milieux bien exposés. Présent d'avril à octobre, il fait son nid à même le sol. Autrefois largement répandu en France, le Bruant ortolan est en forte régression. Le

Grimpereau des bois, quant à lui, est fréquent dans les bois montagnards du Vercors. Il est plus localisé en « Drôme des collines ». Le Courlis cendré est probablement nicheur, et il s'agit d'un des seuls sites drômois dans ce cas. D'autres espèces moins remarquables telles que la Couleuvre à collier, le Lézard vert et le Pic épeichette sont, aussi, présentes sur ce site. »

Le conseil général de la Drôme a entamé une refonte de sa politique « Espaces Naturels Sensibles » (ENS) et vient de finaliser son schéma. La forêt de Mantaille fait, dans ce schéma, l'objet d'un ENS.

2.1.4.3. Continuités écologiques



Les continuités sont constituées par les réseaux de milieux humides (cours d'eau, reliés entre eux, et zones humides attenantes ou non à ces cours d'eau) et de milieux boisés interconnectés. Ainsi, sont particulièrement sensibles :

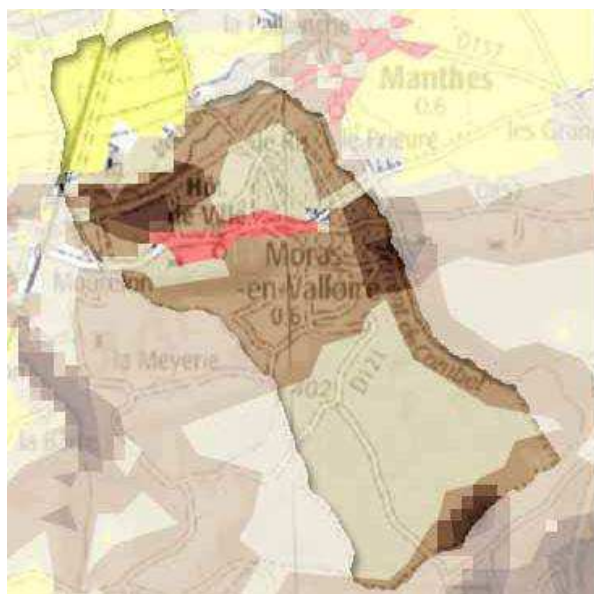
- Les continuités constituées par les cours d'eau du coteau (le Combet, le Bancel, la Veuverière et le Buissonnet) et de la plaine (la Veuze, La Meunière et les Collières). Est particulièrement sensible l'ensemble humide où s'étirent la Veuze et ses nombreuses ramifications bordées de boisements, au nord de la RD 139. L'existence d'une sorte de bocage formé par la végé-

tation riveraine de ces éléments du réseau hydrographique entraîne la présence d'un cortège faunistique et avifaunistique diversifié. Cet ensemble est un élément majeur pour la trame bleue, mais aussi pour la trame verte ;

- Les continuités boisées, connectées aux précédentes par la ripisylve des cours d'eau et les boisements ponctuels (haies et bosquets), relient les vastes ensembles formés par la forêt de Mantaille et la colline de la Madone. Est à noter l'intérêt des boisements reliant cette colline à la Veuverière à l'Ouest.

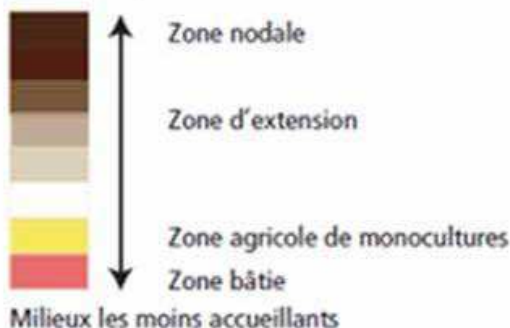
Le guide méthodologique rédigé par la région Rhône-Alpes souligne l'importance de l'échelle d'étude des réseaux écologiques et préconise d'approfondir la carte du Réseaux Ecologiques Rhône-Alpes, voir extrait de

carte ci-dessous) à l'échelle des communes. Ce travail complémentaire a été réalisé pour Moras en Valloire et confirme l'existence de ces continuités.



Trame écologique potentielle :
capacité potentielle d'accueil des milieux
pour une majorité des espèces faunistiques

Milieux les plus accueillants



Extrait de l'Atlas des réseaux écologiques de Rhône-Alpes (Région Rhône-Alpes, 2010)

Par ailleurs, la constitution de la trame verte et bleue nationale se fait désormais à l'échelle de chaque région, via l'élaboration de Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) qui constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale.

Le plan local d'urbanisme « prend en compte, lorsqu'ils existent, les schémas régionaux de cohérence écologique ». Le SRCE est donc opposable au plan local d'urbanisme suivant un nouveau rapport d'opposabilité puisqu'il ne s'agit ni de conformité ni de compatibilité, mais d'une « prise en compte ».

Le SRCE Rhône Alpes est en cours d'élaboration. Toutefois, les éléments provisoires ont été pris en compte dans le cadre du PLU.

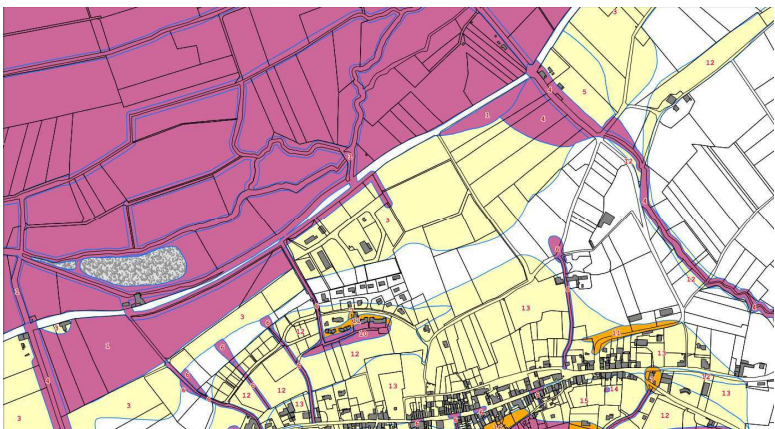
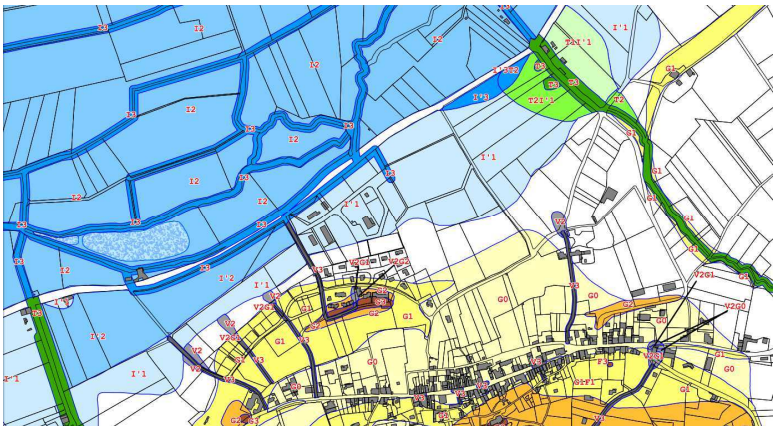
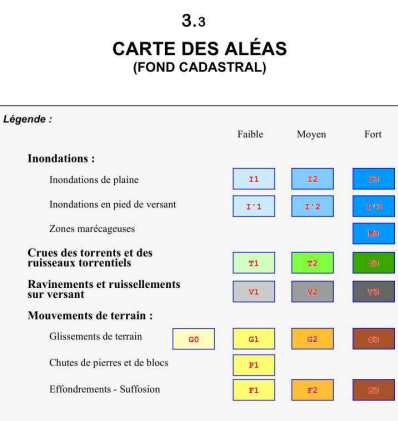
Enfin, le SCOT identifie l'axe de déplacement de la faune est-ouest en limite communale Sud et le cœur vert de Mantaille Chambaran, qui recouvre sur Moras en Valloire la forêt de Mantaille. Le SCOT stipule que « Les cœurs verts sont de grands espaces naturels de rayonnement régional à préserver. Les cœurs verts doivent avoir un développement plus qualitatif que quantitatif, en favorisant le maintien des activités agricoles, le développement du tourisme et des loisirs de proximité et la préservation de la biodiversité ».

Extrait du rapport de présentation du PLU approuvé le 10/02/2014

ANNEXE 7
Risques naturels (extrait du PLU)

RISQUES NATURELS :

Le site d’implantation du projet est concerné dans sa majeure partie par un aléa faible d’inondation en pied de versant, qui constitue une faible contrainte et le rend constructible sous réserve. Seule une bande de terrain de part et d’autre d’un fossé au Nord-Ouest est inconstructible car concernée par un aléa fort d’inondation de plaine.



DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1

Nature et intensité du phénomène :

- Inondation de plaine - aléas fort (I3), moyen (I2) et faible (I1) hors zone urbanisée (mais pouvant accueillir du bâti isolé) ;
- Inondation de plaine - aléa fort (I3) en zone déjà urbanisée ;
- Inondation de pied de versant – aléas fort (I'3), moyen (I'2) et faible (I'1) hors zone urbanisée (mais pouvant accueillir du bâti isolé) ;
- Inondation de pied de versant - aléa fort (I'3) en zone déjà urbanisée ;
- Zone marécageuse - aléas fort (M3), hors zone urbanisée (mais pouvant accueillir du bâti isolé).

Prescription d'urbanisme :

Maintien du bâti existant et de ses dépendances.

Tout nouveau projet est interdit à l'exception :

- des extensions nécessaires à des mises aux normes, ou pour raison de sécurité, ou pour raison d'insalubrité. Le projet autorisé ne devra alors pas dépasser 10 m² ;
- des projets à usage agricole ou forestier sans occupation humaine permanente ;
- des projets d'intérêt public et général, sous réserve que leurs implantations soient liées à leurs fonctionnalités ;
- des terrains de sport et de loisirs, sous réserve que les équipements soient insensibles à l'eau ou protégés pour un phénomène de fréquence centennale et que la sécurité des usagers soit assurée ;
- des constructions et installations nécessaires à l'exploitation des carrières ;
- des travaux et aménagements de nature à réduire les risques ;
- de la reconstruction des biens sinistrés sous réserve que les dommages ne soient pas liés au phénomène naturel à l'origine du classement de la zone ;
- des garages individuels fermés, y compris sous la côte de référence dont l'emprise au sol ne dépasse pas 20 m² ;
- des piscines et de leurs locaux techniques. Toutefois la superficie du local technique ne doit pas dépasser pas 6 m² d'emprise au sol ;
- des abris de jardins et appentis, y compris sous la côte de référence, dont l'emprise au sol ne dépasse pas 20 m².

sous réserve de ne pas aggraver l'aléa et de ne pas en créer de nouveau.

Mesures de protection individuelles :

Prescriptions pour les projets autorisés :

- Absence de plancher habitable au-dessous de la côte du terrain naturel majorée de 1,50 m en zones I3, I'3 et M3, 1 m en zone I2 et 0,50 m en zones I1 et I'1, mesure faite en façade amont (les zones I3, I'3, M3, I2, I1 et I'1 sont délimitées dans la carte des aléas 3.3) ;
- Absence de niveau enterré ou semi-enterré ;
- Surélévation des ouvertures principales et des accès à une hauteur de l'ordre de 1,50 m en zones I3, I'3 et M3, 1 m en zone I2 et 0,50 m en zones I1 et I'1, mesure prise au-dessus du terrain naturel (les zones I3, I'3, M3, I2, I1 et I'1 sont délimitées dans la carte des aléas 3.3) ;
- Clôtures autorisées avec un rapport vide/plein supérieur à 50 % et murets admis avec une hauteur inférieure à 0,50 m.
- Les équipements sensibles et les réseaux électriques doivent être disposés hors d'eau.

Prescriptions pour tout bâti :

- Stockage de produits dangereux ou flottants et du matériel sensible hors d'atteinte des écoulements (sauf si le site est équipé d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux).

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 3

Nature et intensité du phénomène :

- Inondation de pied de versant - aléa faible (I'1).

Prescription d'urbanisme :

Zone constructible sous réserve de respect de prescriptions.

Tout nouveau projet est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions ci-après et à l'exception :

- des ERP (établissements recevant du public) sensibles (J, L, O, R, U)*, sauf si un accès hors d'eau permettant l'évacuation des usagers est assuré ;
- des installations nécessaires à la gestion de crise ;
- des campings et des habitations légères de loisirs.

Mesures de protection individuelles :

Prescriptions pour les projets autorisés :

- Absence de plancher habitable ou de surface habitable au-dessous de la côte du terrain naturel majorée de 0,50 m (mesure faite en façade amont) ;
- Absence de niveau enterré ou semi-enterré ;
- Surélévation des ouvertures principales et des accès à une hauteur de l'ordre de 0,50 m au-dessus du terrain fini ou protection de ces ouvertures et accès par un batardé pour les projets sur les bâtiments existants ;
- Le RESI est limité à :
 - 0,30 pour les constructions individuelles ;
 - 0,50 pour les permis groupés, pour les lotissements (globalement pour le bâti et les infrastructures), pour les opérations d'aménagement d'ensemble (globalement pour le bâti et les infrastructures) et pour les bâtiments d'activité agricole, artisanale, industrielle ou commerciale ;
- Les garages individuels fermés peuvent être établis sous la côte de référence ;
- Les abris de jardins et appentis peuvent être établis sous la côte de référence ;
- Les équipements sensibles et les réseaux électriques doivent être disposés hors d'eau.

Prescriptions pour tout bâti :

- Stockage de produits dangereux ou flottants et du matériel sensible hors d'atteinte des écoulements (sauf si le site est équipé d'un dispositif empêchant leur entraînement par les eaux).